



La Commune



Dossier du mois : L'état d'Urgence et la Guerre au Moyen orient

Au lendemain des tueries barbares du 13 novembre, toutes les questions sont posées : Qui sont les « kamikazes » tueurs du 13 novembre ? Quel but poursuit l'État d'urgence ? Quelle fin vise la guerre au Moyen et Proche Orient ? Le dossier qui suit est une première contribution à la nécessaire discussion pour agir en défense des travailleurs et des peuples contre les barbares « sauvages » et les barbares « civilisés ».

Esquisse du profil des tueurs du 13 novembre

Les tueries du vendredi 13 novembre ont créé une onde de choc terrible. Le bilan de ce massacre s'élève à 130 morts, à ce jour et 350 blessés, auxquels s'ajoutent des traumatismes psychiques aigus, une insoutenable souffrance mentale pour les rescapés, les survivants, les familles des victimes. Du côté des tueurs barbares, il apparaît clairement que ces monstres n'ont pas été engendrés par la dite « radicalisation religieuse » et le fanatisme. Ces « kamikazes » étaient de purs ressortissants dépravés de la pègre et de ses trafics. Leur « fondamentalisme islamique » n'était rien d'autre qu'une posture. 24 heures après le bain de sang, le soi-disant « État Islamique » a revendiqué leurs tueries. Daesh, on le sait, n'est pas un « État » mais une bande de pillards-mercenaires contre-révolutionnaires en quête d'une accumulation primitive de Capital, remplissant au Moyen-Orient la « fonction » qui, en d'autres lieux et d'autres temps, fut celle des SA puis des SS nazis ou, avant eux, celle des Cent-Noirs des dernières années du tsarisme en Russie face à l'imminence de la Révolution. Autres temps, autres lieux mais mêmes mœurs.

Daesh où « l'administration de la sauvagerie »

Daesh n'a pas surgi du néant, pas plus qu'il n'est l'enfant dégénéré de l'Islam. C'est une bande armée de 30 à 40 000 hommes dont l'actuel « Califat » autoproclamé enserme des territoires de part et d'autre de l'Irak et de la Syrie. Comme l'ont proclamé, à partir de 2006, ses « théoriciens », leur vocation est « l'administration de la sauvagerie ».

Daesh a rompu les liens qui l'unissaient à Al Qaïda. Explication « officielle » de cette rupture : Al Qaïda a pour cible les « pays occidentaux », l'EIL a comme cible l'Iran.

Daesh est né dans l'espace laissé vacant par le chaos consécutif à la seconde guerre contre l'Irak et à la chute du Régime de Saddam Hussein, au milieu des années 2000. Puis, en 2011, cette entité barbare s'est engouffrée dans la brèche ouverte par la terrible répression des grandes manifestations contre le régime de Bachar El Assad en Syrie.

Dans les emprises de son actuel « califat », Daesh maintient sous son joug plus de deux millions de civils, dont une partie des femmes sont réduites à l'esclavage total et les non-sunnites traités en sous-hommes.

Idéologie de Daesh

Sous couleur fallacieuse de « fondamentalisme » réactionnaire, l'idéologie de Daesh est un plagiat de l'idéologie nazie : supériorité des sunnites sur toute autre religion, réduction en esclavage ou à l'asservissement le plus poussé des non-sunnites. Justification « intellectuelle » des pires exactions, des pires tortures, des pires massacres, rage exterminatrice. Tous comme les nazis qui s'étaient « sélectionnés

» au cours de l'abominable boucherie de 1914-1918, les tueurs de Daesh se sont « sélectionnés » dans le feu et le sang des guerres menées par l'impérialisme « civilisé » Irak-Libye-Syrie-Afghanistan

Sur les soutiens matériels dont dispose Daesh, l'encyclopédie en ligne *Wikipédia* dispose de nombreuses données regorgeant de sources étayées de medias importants : New-York Times, Le Monde, BFM TV etc.

Armement :

Une partie de l'armement a été récupérée sur les lieux du conflit : équipement militaire américain récupéré de l'armée irakienne, dont de l'artillerie lourde à Mossoul, ou avions russes récupérés sur la base de Deir ez-Zo.

La Chine , la Russie, l'ex-Union soviétique, **les États-Unis** et la Serbie auraient fourni plus de 80 % des armes, sur la base d'un échantillon constitué de 1700 cartouches et balles réunies par les enquêteurs de l'organisation de contrôle des armes (Conflict Armament Research.)

Soutien financier :

l'EI bénéficie de soutiens financiers venus de **l'Arabie Saoudite** qui, comme **le Qatar**, se déclare officiellement en lutte contre Daesh. Ces aides viennent d'acteurs privés, d'associations, de personnalités politiques ou d'hommes d'affaires, parfois liés à la famille royale. Valls et Lang les couvrent, ce dernier allant jusqu'à s'exclamer : « **Vous voulez qu'on envahisse l'Arabie saoudite? Vous voulez que l'on se passe du concours de l'Arabie saoudite qui fait partie de la coalition pour lutter contre le terrorisme?** » (27-11-2015. Cité par Le Figaro). Impudence et cynisme de « rat qui dégueule »...

Soutien « logistique » et secours :

La Turquie a mené une politique de soutien aux groupes qui combattaient les Kurdes et le régime de Bachar Al-Assad, dont plusieurs organisations djihadistes. Elle les laissait notamment transiter par son territoire, qui leur sert également de base de repli, et en facilitant le passage d'armes et d'équipements. Pour de nombreux observateurs, cette dynamique permissive a directement favorisé l'essor de l'EI sur ce territoire ; Selon Daniel Pipes, journaliste américain pour le Washington Times [<http://fr.danielpipes.org/14494/turquie-soutient-eiil> 18 juin 2014] : « *les Turcs ont offert bien plus qu'un passage aisé de la frontière : ils ont fourni le gros des fonds, de la logistique, de l'entraînement et des armes de l'EILL. Les Turcs résidant non loin de la frontière syrienne parlent d'ambulances turques se rendant dans les zones de combats entre les Kurdes et l'EILL pour évacuer les blessés de l'EILL vers des hôpitaux turcs.* »

En novembre 2014, **la presse israélienne affirme que des combattants de Daesh sont soignés en Israël**. Ces informations sont reprises en mars 2015 dans le *Wall Street Journal* et commentées dans la presse internationale.

La Turquie se distingue également pour ses achats de Pétrole à Daesh.

Ainsi, une grande partie de la coalition anti-Daesh et des alliés de la France apportent un soutien matériel à Daesh.

De même que, contrairement à ses prétentions Daesh ne crée pas le chaos mais « l'administre » et « l'entretient », l'impérialisme ne crée pas Daesh mais « l'entretient » dans le cadre d'une stratégie contre révolutionnaire. Il aurait suffi de couper les vivres à Daesh, s'il s'agissait de l'éradiquer. Entre le chaos et la révolution, l'impérialisme a choisi le chaos, pour « recoloniser » en « ultime recours », en « garant de l'ordre », dans une vaste coalition Poutine-Obama-Hollande, intégrant El Assad. Daesh est l'une des émanations de la contre-révolution face aux printemps arabes.

~~~~~

## **Guerre ? Quelle guerre ?**

Le 6 juillet dernier, Valls, lors du grand Rendez-Vous Europe1-Itélé-Le Monde [<http://www.europe1.fr/politique/...>] déclara « *le 13 janvier, à la tribune de l'Assemblée nationale, j'ai dit les choses clairement. J'ai dit que nous étions confrontés à une guerre contre le terrorisme, contre l'islamisme radical. Il faut toujours dire la vérité et utiliser les mots qui s'imposent, qui sont universelles. Les*

*premières victimes de Daesh, ce sont des minorités, mais ce sont d'abord les musulmans ! Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons ! »* . A cette occasion, il devait assurer que d'autres attentats pourraient encore arriver. **"Nous vivons sous une menace terroriste majeure"**.

Une guerre de civilisation ? Valls et Hollande à sa suite, sans doute las de citer Jaurès, s'en réfèrent à Bush. Dans le passé, les conquêtes coloniales n'étaient-elles pas lancées au nom de l'exportation de la « civilisation ». La civilisation telle que de Gaulle l'a décrite en 1959 « *de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne.* » dans un texte exhumé par Morano. Tout en sachant que « *les civilisations ne se valent pas* » Guéant dixit en 2012, pour bien nous signifier qu'il existerait de toute éternité une hiérarchie des civilisations.

### **Cette guerre au proche et moyen orient sévit depuis 35 ans**

**1979** : les troupes du Kremlin envahissent l'Afghanistan et s'y enlisent pour 8 années

**1980** : Saddam Hussein entre dans une guerre longue contre l'Iran avec l'appui des USA et de la France. Contre l'Iran mais aussi contre les Kurdes ; 8 années de guerre

**1982** : massacre sioniste de Sabra et Chatila

**1991** : la "coalition" USA - URSS - France - Grande-Bretagne entre en guerre contre l'Irak

**2001** : USA - GB - France interviennent en Afghanistan

**2003** : la coalition Royaume Uni - USA entre en guerre contre l'Irak et transforme cette nation en un indescriptible chaos d'où naît une bande de pillard SA-SS de notre époque appelée DAESH,

**2006** : raids sionistes au Liban

**2009** : opération "plomb durci" de l'État d'Israël contre Gaza dans une logique génocidaire

**2011** : Sarkozy, soutenu par Mélenchon, attaque la Libye. El Assad attaque les manifestants pacifiques qui menacent son régime au mortier. Dans ces brèches, ouvertes par le dictateur syrien et Sarkozy, s'engouffre DAESH.

**2014** : massacre de Gaza. Hollande soutient l'État d'Israël

**2015** : Erdogan bombarde les Kurdes, qui combattent DAESH au sol, avec le soutien de Hollande. Les amis saoudiens de Hollande "s'occupent" du Yémen. Et, maintenant, une grande coalition Poutine-El Assad-Hollande se met en place en Syrie : frappes dites "chirurgicales".

***Toutes ces guerres et massacres sont menées sinon alimentées ou soutenues par tout ou partie de la « civilisation » dont, ne l'oublions pas, les régimes de civilisation particulièrement raffinée d'Arabie Saoudite (qui décapite plus vite que son ombre) et du Qatar (dont les ouvriers-esclaves du chantier de la Coupe du monde de 2022 meurent tous les jours à la tâche), régimes « alliés de la France »***

**HALTE A LA GUERRE. ARRET DE TOUTE INTERVENTION EN SYRIE. ARRET DES FRAPPES AERIENNES ET DES BOMBARDEMENTS. HOLLANDE, HORS DU PROCHE ET DU MOYEN ORIENT, HORS D'AFRIQUE !**

~~~~~

État d'urgence : Contre qui ?

Exploitant et souillant l'immense émotion de la population créée par les tueries du vendredi 13 novembre, le gouvernement a aussitôt décrété l'État d'urgence, en vertu d'une loi de 1955. Sous les applaudissements de la droite et de l'extrême droite. Ainsi, ce n'est pas un hasard si Hollande a déclaré que « la France est en guerre ». Et Manuel Valls d'expliquer que « cette prolongation doit se doubler d'une modernisation des dispositions de la loi de 1955... »

Badinter, grand juriste et grand humaniste devant l'Éternel, grand « Sage de la République » vient donner sa caution morale : « L'État de Droit n'est pas l'État de faiblesse ». Et, de conclure : « l'heure n'est pas au débat juridique ». Et, probablement, encore moins au débat historique et ...démocratique.

« Présomptions »

« Pas de juridisme » a ordonné Valls lors du vote de la loi prolongeant et renforçant l'état d'Urgence, le 20 novembre. Seuls 6 députés dans tout cet Hémicycle n'ont pas obtempéré. Du PCF – Front de gauche au FN, ils ont tous voté une loi qui place le pays dans l'antichambre de la dictature et fait planer la suspicion sur tous les citoyens, tout un chacun pouvant être perquisitionné, assigné à résidence à toute heure du jour et de la nuit, sur de simples « présomptions ».

Pas de juridisme, en effet. Comme le souligne l'Appel des 333, pour la levée de l'état d'Urgence, dont nous sommes :

« Le pouvoir se réserve le droit d'interdire tout rassemblement sur la voie publique, ou toute manifestation pour « raison de sécurité ». La loi prévoit la possibilité de « dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ». Les notions introduites dans la loi — « comportement », « trouble à l'ordre public », « raison de sécurité », « atteintes graves à l'ordre public » — permettent les interprétations les plus extensives et présentent le risque de mettre en cause très largement tout un chacun »

Atteintes graves à l'ordre public, raisons de sécurité... Ces notions d'un flou qui n'a rien d'artistique peuvent être interprétées de toutes les manières possibles. Sans aucun garde-fou ! En effet, l'interprétation de ces dispositions est laissée à la seule appréciation des seuls préfets et policiers. Ainsi, plus on avance dans la lecture de la loi, plus on s'éloigne du sujet qui lui a servi de prétexte (« lutte contre le terrorisme »).

Notons que tout site de communication en ligne faisant « l'apologie du terrorisme » peut être fermé. Les notions d'apologie et de terrorisme étant des plus élastiques. Postez sur un site un avis favorable à la lutte du parti des travailleurs du Kurdistan et votre site risque d'être fermé, puisque cette organisation, en première ligne du combat armé contre Daesh, figure sur la liste officielle des organisations terroristes.

Autre point « informatique » : lors d'une perquisition, toutes les données informatiques personnelles des individus sur lesquels la Police fonde des « présomptions » (dont elle n'a à rendre compte devant aucune autorité judiciaire) peuvent être confisquées. La violation de la vie privée est inscrite dans le marbre de la loi.

Selon Valls, plus de 2000 « perquises » ont été menées tambour battant depuis le 14 novembre. Pour lui, c'est un motif de grande fierté. Pourtant, de nombreuses perquisitions choquent et la plupart ne « donnent rien ». Les différents soutiens de cette loi infâme (ceux qui voudraient sauvegarder un supplément d'âme « démocratique ») parlent de « dérives ». Faux. La vraie dérive, du point de vue de la démocratie et du respect de la personne humaine, c'est la loi elle-même ! Pour preuve, le gouvernement a fait savoir à ses pairs de l'Union européenne que les droits de l'homme ne seront pas respectés.

Livre noir des perquisitions et de l'Etat d'Urgence, chapitre 1

A cet égard, le communiqué de la ligue des Droits de l'Homme qui suit, résume tout :

« Le ministre de l'Intérieur perd ses nerfs, confond et assimile le mouvement associatif au terrorisme. Après avoir interdit les manifestations citoyennes autour de la COP21, voici que le ministre de l'Intérieur assigne à résidence M. Joël Domenjoud, en charge de la « legal team » de la coalition au motif qu'il ferait partie de l'ultra-gauche parisienne qui veut remettre en cause la tenue de la COP. M. Domenjoud est tenu de pointer trois fois par jour au commissariat. Si l'on avait besoin d'une confirmation que l'état d'urgence est un danger pour les libertés publiques, cette mesure en attesterait tant elle révèle que la lutte contre le terrorisme n'est ici qu'un prétexte pour interdire toute voix dissonante. »

Le 23 novembre dernier, le site Rue 89 faisait un premier relevé des perquises. Ainsi, il ne fait pas bon prendre des photos devant une préfecture :

La Voix du Nord raconte ainsi une opération de police à Boulogne (Pas-de-Calais). Un sexagénaire affirme avoir été plaqué au sol après que des policiers ont défoncé sa porte. Son fils de 19 ans s'est rendu le

lendemain au commissariat : « *Quand j'ai été entendu par les policiers, ils m'ont dit que j'avais été vu à la préfecture d'Arras en train de prendre des photos.* » Certes, il était bien allé à la préfecture pour des démarches administratives, mais assure ne pas avoir pris de photos. « *Les autorités ont soupçonné un repérage des lieux* », écrit La Voix du Nord. L'appartement a été fouillé, mais « *aucune saisie n'a été réalisée* ».

[<http://www.lavoixdunord.fr/region/...>]

Autre registre : la mosquée d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) a été perquisitionnée dans la nuit de lundi 16 à mardi 17 novembre. BuzzFeed rappelle que Manuel Valls avait reproché à plusieurs reprises à l'un des imams de tenir des « propos homophobes », ce qu'avait contesté l'Association des musulmans d'Aubervilliers (AMA). [<http://www.buzzfeed.com/...>]

Mais ce qui marque, c'est l'état dans lequel les forces de l'ordre ont laissé la mosquée. Dans un communiqué, l'AMA estime à « plusieurs milliers d'euros » les dégâts causés. Les photos publiées par un adjoint à la mairie sur Facebook laissent en effet entrevoir des faux plafonds éventrés et des meubles renversés. »

[<https://www.facebook.com/mosquee.aubervilliersama/...>]

Propos homophobes : on n'en finit plus de sombrer dans la plus sombre hypocrisie raciste : combien de Papes nous ont gavé de formules stigmatisant l'homosexualité et ont été reçus en grande pompe en France ?

Vidéo oblige [<https://www.youtube.com/...>], c'est peut-être la perquisition menée au Pepper-Grill, un restaurant de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) qui est la plus saisissante. Elle est racontée par Le Monde, à qui une source policière indique que les autorités étaient à la recherche d'une « salle de prière clandestine ».

[<http://www.lemonde.fr/...>]

Les caméras de vidéosurveillance ont pu filmer l'arrivée des policiers qui crient « mains sur les tables ». Ils défoncent ensuite une porte pour accéder aux cuisines alors qu'il suffisait de s'avancer un peu dans le couloir pour y entrer via des portes battantes.

Après avoir encore pété quelques portes, sans répondre au proprio qui propose de leur ouvrir, un officier de police judiciaire fait savoir à celui-ci que rien n'a été trouvé et donc qu'il ne finira pas en garde à vue... »

Dans leur immense majorité, les perquisitions sont « non concluantes ». Quant aux « sérieuses présomptions », elles se fondent sur la délation, des dénonciations d'un autre temps. Ce n'est encore qu'un premier « relevé » des perquisitions au 23 novembre, neuf jours après l'entrée en vigueur de l'état d'urgence - modèle 1955. L'état d'urgence - modèle 2015 permet d'aller encore plus loin dans l'arbitraire le plus total. Le dénouement des rassemblements pour le Climat, le 29 novembre à Paris le prouve. Scénario classique de casseurs au sein desquels œuvrent de bons policiers déguisés en « racailles ». Ce qui fournit l'alibi d'une rafle policière sur des participants parfaitement inoffensifs, étudiants ou enseignants, gardés à vue dans des conditions indignes, humiliés et dont certains seront traînés devant les Tribunaux, encourant une peine de trois mois de prison ferme.

Sous l'état d'Urgence, la V^{ème} République

Le vieux régime, corrompu jusqu'à la moelle, vermoulu jusqu'à l'os, montre son vrai visage, celui que nous avons tant de fois décrit dans nos colonnes, celui de la Dictature rampante. Celle qui, avant même le Vendredi de sang pratiquait la décimation à Air France en faisant porter sur 5 salariés la « responsabilité pénale » d'un mouvement de colère de 3000 salariés face aux grilles fermées de leur lieu de travail. Un régime en chute libre qui, pour ne pas choir, recourt aux atteintes les plus hystériques aux libertés les plus élémentaires, en préparant les pires contre-réformes anti-ouvrières qu'il n'a jamais secrétées. Léon Blum, avant d'être interné au du camp de Buchenwald, écrivait : « *la tyrannie des faibles et des bas est toujours plus répugnante que celle des fanatiques* » (Léon Blum- par Jean Lacouture- coll. Points histoire - page 449). Voilà qui, ces temps-ci, s'applique on ne peut mieux à Hollande-Valls. Surveiller et punir, tel est le dernier mot de leur forme de pouvoir. Face à cette débauche d'État policier, un large front du refus prend corps pour la levée de l'état d'urgence. L'Appel des 333 syndicalistes, élus, avocats, médecins, universitaires, militants associatifs en creuse le sillon.

« Sous couvert de combattre « le terrorisme », l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés démocratiques, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.

En conséquence, nous, signataires de cet appel, en appelons à tous nos concitoyens pour exiger, au nom de la liberté, de la démocratie, de la République, la levée immédiate de l'état d'urgence. »

**Dossier réalisé par Daniel Petri et Wladimir Susanj,
4 décembre 2015**

Modifié le dimanche 06 décembre 2015

Voir aussi



La Commune n° 101

lundi 07 décembre 2015

Sommaire : • Editorial : Unité nationale et état d'urgence contre les travailleurs • Chronique d'une chute de régime : Vers un front « national » • Appel des 333 • Dossier du mois : L'état d'Urgence et la Guerre au Moyen orient • Amendement Ayrault sur la CSG et la prime d'activité • La CFDT, branche "salariés" du MEDEF ? • Argentine : Pour être une alternative,... >

Figure dans les rubriques [Journal trimestriel](#) |
